



## Examen national de l'export vert de Madagascar : étude de base de la CNUCED



**MADAGASCAR**



## Note

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Le texte de la présente publication peut être cité ou reproduit, sous réserve qu'il soit fait mention de la source et qu'un exemplaire de la publication où sera reproduit l'extrait cité soit communiqué au secrétariat de la CNUCED.

Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

## Remerciements

La présente étude a été élaborée par Malick KANE et Robert Hamwey (CNUCED).

Eric Beantanana, Jacques Benjamin Picot (Ministère du Commerce et de la Consommation) et Haintsoa Nirina Rakotomainty (Ministère auprès de la Présidence en Charge de l'Agriculture et de l'Élevage) ont également contribué à la rédaction et à la révision de ce document.

Cette publication a été formatée par Monsieur Jean Martial Ntemde Ntemde (CNUCED).

L'ENEV de Madagascar est réalisée avec le soutien financier du Compte de Développement des Nations Unies (projet 1415L) et de la CNUCED.

*Le 5 juillet 2017*

UNCTAD/DITC/TED/2017/7

---

## Table des matières

Note .....	i
Remerciements .....	i
Liste des acronymes .....	iii
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>I. L'ENEV: FONDEMENT, OBJECTIFS ET ETAPES CLES .....</b>	<b>2</b>
A. Export vert: opportunités et bénéfices .....	2
B. Les Examens nationaux de l'export vert de la CNUCED .....	2
C. Les secteurs verts dans l'économie nationale .....	4
<b>II. PRODUITS VERTS À MADAGASCAR, CADRE STRATÉGIQUE ET CONTEXTE ÉCONOMIQUE .....</b>	<b>5</b>
A. Politique nationale de protection de l'environnement .....	5
La Charte de l'Environnement Malagasy (CEM).....	5
La Politique nationale de l'environnement pour le développement durable (PNEDD).....	6
B. Politique nationale de développement durable .....	6
La Politique économique et sociale pour la période 2014-2017 .....	6
Le Plan national de développement (PND) 2015-2019 .....	7
La Lettre de Politique sectorielle Agriculture, Elevage, Pêche (LPAEP, PSAEP) .....	7
C. Contexte économique et commerce international à Madagascar .....	8
Contexte économique et aperçu de la structure des exportations .....	8
<b>III APERÇU DES POTENTIELS SECTEURS D'EXPORT VERTS .....</b>	<b>12</b>
A. Le secteur de la vanille .....	15
B. Le secteur du cacao .....	16
C. Le secteur des huiles essentielles .....	18
D. La filière du café .....	19
E. La filière des légumineuses .....	21
F. Matrice SWOT préliminaire.....	22
G. Examen et sélection des secteurs lors de l'Atelier national .....	23
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>25</b>
<b>Notes .....</b>	<b>27</b>

## Liste des acronymes

ACR	Avantage comparatif révélé
CBI	Center for the Promotion of Imports from Developing Countries
CEM	Charte de l'environnement Malagasy
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce Développement
ENEV	Examen National de l'Export Vert
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FOFIFA	Centre National de la Recherche Appliquée au Développement Rural
ICCO	International Cocoa Organization (ICCO)
LPAEP	Lettre de Politique sectorielle Agriculture, Elevage, Pêche
MCC	Ministère du Commerce et de la Consommation
ODD	Objectifs de Développement Durable
PDDAA	Plan Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique
PES	Politique économique et sociale
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PND	Plan national de développement
PNEDD	Politique nationale de l'environnement pour le développement durable
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PRCE	Projet de Relance des Cultures d'Exportation
PSAEP	Programme Sectoriel Agriculture, Elevage, Pêche
SEMIS	Stratégie nationale d'Exportation pour l'Industrie et les Services
USAID	United States Agency for International Development

---

## INTRODUCTION

La transition vers un mode de développement vert et plus respectueux de l'environnement est un impératif majeur consacré au plan international dans le document final de la Conférence de Rio sur le développement durable en 2012<sup>1</sup>. Cette ambition est également directement traduite au travers des Objectifs de Développement Durable (ODD) et plus particulièrement au niveau de l'objectif 12 sur la consommation et la production responsables et de l'objectif 8 sur le travail décent et la croissance économique.

Le passage à une économie verte est ainsi appelé à contribuer de façon grandissante à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté tout en permettant l'adoption d'une gestion plus durable de l'environnement. A cet égard, le commerce international peut jouer un rôle de catalyseur tant pour la réduction de l'impact environnemental des activités économiques, qu'en vue de l'utilisation durable des ressources naturelles afin d'améliorer les conditions de subsistance des individus. C'est dans cette perspective que la CNUCED a lancé une série d'Examens Nationaux de l'Export Vert (ENEV).

Le présent rapport a été préparé afin de servir de base aux travaux du premier Atelier national de l'ENEV de Madagascar qui s'est tenu les 3 et 4 novembre 2016 à Antananarivo. Dans sa première partie, il présente l'ENEV et ses étapes clés. Par la suite il passe en revue les éléments contextuels pertinents, tels que les grandes orientations nationales en matière de protection de l'environnement, de développement durable et de promotion des exportations. Enfin, dans l'optique des discussions de l'Atelier national, il passe en revue 5 filières d'exportation identifiées par la CNUCED et le Ministère du Commerce et de la Consommation (MCC), en raison de leur niveau de compétitivité, de leur potentiel en termes d'export vert et de leur compatibilité avec les priorités nationales.

## I. L'ENEV: FONDEMENT, OBJECTIFS ET ETAPES CLES

### A. Export vert: opportunités et bénéfiques

Les effets attendus de la transition vers une économie verte incluent une diversification accrue de l'économie, la création d'emplois, l'accroissement des revenus d'exportation, la réduction de la pauvreté ainsi qu'une plus grande équité sociale et une meilleure protection de l'environnement. Une économie plus verte est portée par la demande interne et extérieure de biens et services verts tels que les produits alimentaires "biologiques", l'écotourisme ou encore le recyclage des déchets. Elle est un des piliers des stratégies de lutte contre le changement climatique et de promotion du développement durable comme l'attestent les conclusions du Sommet Rio+20 de 2012 et les Objectifs de développement durable adoptés le 25 Septembre 2015 par l'Assemblée Générale des Nations Unies.

De nombreuses activités vertes ne représentent qu'une faible fraction de leur équivalent conventionnel, ce qui semble indiquer l'existence d'un vaste potentiel de croissance. Que ce soit en matière de biens de haute technologie, de produits manufacturés de base ou de services, les opportunités d'export offertes par une économie verte en plein essor sont importantes. Le développement des secteurs verts s'effectue par ailleurs à un rythme plus soutenu que celui du reste du commerce mondial et cette tendance devrait perdurer.

Les pays en développement disposent d'un large potentiel inexploité pour le développement de secteurs verts. Dans ce contexte, le commerce international, à travers l'importation et l'exportation de produits verts, peut faciliter leur expansion. D'importants défis restent cependant à relever afin de tirer parti de ce potentiel. Un des prérequis essentiels pour atteindre cet objectif est la création d'un environnement favorable. Ceci passe par l'optimisation des cadres institutionnels et normatifs ainsi que par le développement des capacités productives, des investissements et des services financiers associés aux secteurs verts de

l'économie. Une plus grande ouverture aux échanges et une attention approfondie vis-à-vis des questions d'équité sociale sont également souhaitables.

Alors que les entreprises des pays en développement les plus industrialisés saisissent des opportunités d'export liées aux technologies vertes, celles des pays moins industrialisés continuent de développer leur capacité d'export dans des secteurs tels que: les produits alimentaires "biologiques", les cosmétiques naturels, les biocarburants ou encore les produits de la pêche durable. Dans tous ces secteurs, les exportations des pays en développement connaissent une forte croissance qui se traduit notamment par des progrès en matière de développement rural et de protection de l'environnement.

En plus de ces biens verts, les services verts et plus particulièrement ceux en relation avec le tourisme offrent une large gamme d'opportunités d'export aux pays en développement. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) estime ainsi que l'écotourisme permet aux acteurs économiques locaux de capturer une part des revenus touristiques jusqu'à 4,75 fois plus importante que les formules de voyage dites "tout compris"<sup>2</sup>.

Des secteurs verts dynamiques peuvent ainsi contribuer de façon significative à l'atteinte des objectifs nationaux dans les domaines économiques et sociaux.

### B. Les Examens nationaux de l'export vert de la CNUCED

Les ENEV répondent à la demande croissante des pays pour une évaluation complète de leur potentiel relatif au développement de secteurs verts susceptibles de générer des opportunités d'export tout en contribuant à promouvoir un développement durable.

Chaque ENEV de la CNUCED est basé sur un processus intégrant une pluralité de parties prenantes au niveau national. A partir des résultats de la méthodologie "green product space" (espace produits verts) de la

CNUCED, les parties prenantes identifient tout d'abord des secteurs verts dotés d'un potentiel prometteur en matière d'exportation. Par la suite l'ENEV conduit ses participants dans un examen interactif de l'environnement normatif, institutionnel et commercial caractérisant les secteurs identifiés.

Des équipes formées de plusieurs experts nationaux collaborent étroitement avec les parties prenantes pour coordonner les activités de l'ENEV et préparer les rapports présentant les résultats de leurs travaux. Les intervenants de chacun des secteurs ciblés sont également consultés à travers des entretiens et des enquêtes par questionnaires. A cet effet les décideurs politiques et les opérateurs économiques sont notamment sollicités. Enfin, l'organisation d'ateliers permet aux divers intervenants de définir les objectifs de l'ENEV et de passer en revue ses conclusions.

Les résultats de l'examen des secteurs verts ont vocation à assister les décideurs politiques dans la conception et la mise en œuvre de mesures permettant le développement des capacités productives et la mise à profit des opportunités d'export pour les productions dans lesquelles leur pays a démontré un avantage comparatif. Les conclusions de l'ENEV sont également publiées et disséminées par la CNUCED et discutées par des chercheurs, des négociateurs commerciaux et d'autres membres de la communauté du commerce et du développement au sens plus large dans le cadre de forums internationaux organisés à Genève ou dans les régions concernées. L'expérience récoltée est ainsi largement diffusée.

L'ENEV permettra d'assister les pays en développement et les pays dotés d'économies en transition en vue de réaliser les objectifs suivants:

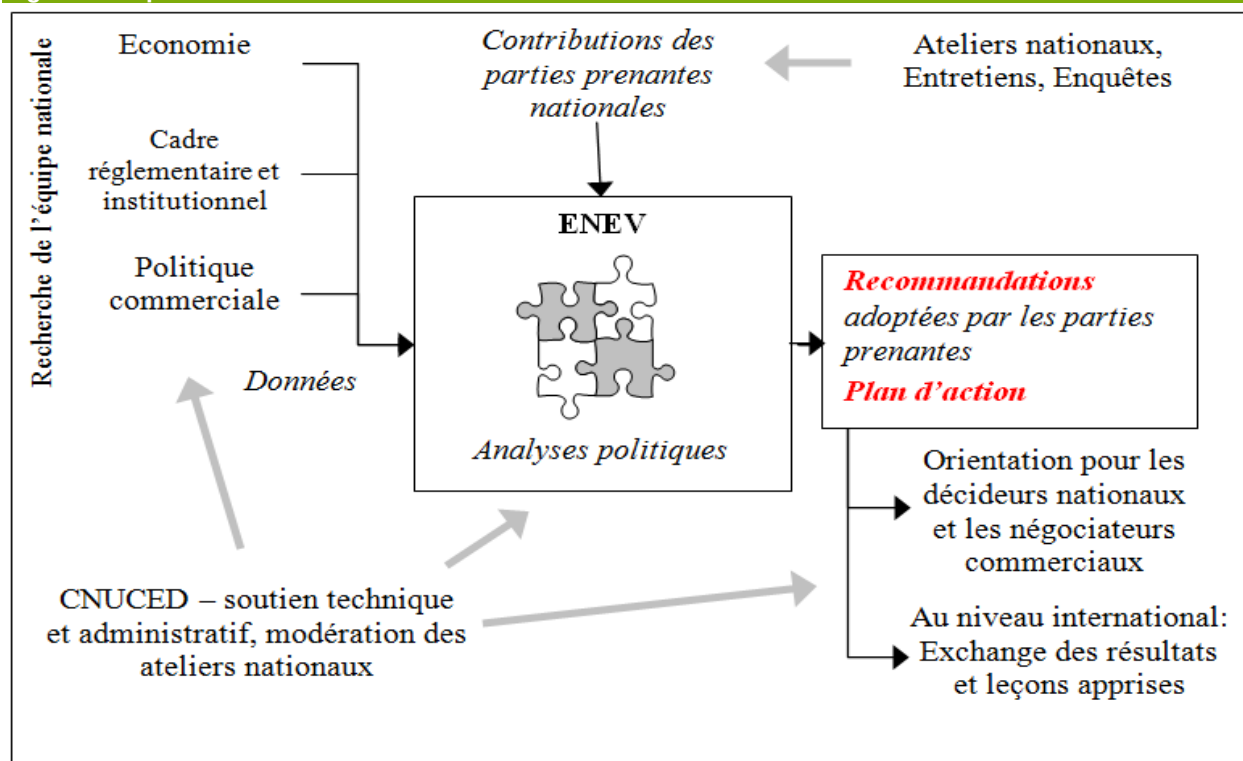
1. identifier et sélectionner au plan national des secteurs de production et d'export vert/durables;
2. examiner les besoins institutionnels, réglementaires et les dispositifs publics nécessaires au développement des secteurs de production durables sélectionnés;

3. préparer et adopter des recommandations ainsi qu'un plan d'action afin de développer les capacités de production et d'export dans les secteurs sélectionnés;
4. mobiliser les soutiens techniques et financiers en vue d'appuyer la mise en œuvre des recommandations et du plan d'action ainsi adoptés. Ceci notamment au travers de leur intégration dans les plans et stratégies nationales de développement.

Les ENEV évaluent entre autres les implications des principales tendances des marchés ainsi que celles des réformes réglementaires et institutionnelles sur la future performance des secteurs verts envisagés. Ce faisant, ils conduisent les parties prenantes, telles que les entrepreneurs ou les décideurs politiques, à se pencher sur des enjeux majeurs tels que :

- les objectifs nationaux de développement liés aux secteurs sélectionnés;
- les forces et les faiblesses des diverses politiques de soutien;
- les éventuels freins institutionnels et réglementaires;
- les approches novatrices pouvant permettre de renforcer en amont et en aval de la chaîne productive les liens avec les autres secteurs de l'économie nationale;
- le rôle des femmes et de la jeunesse ainsi que la façon dont les opportunités et les conditions d'emploi pourraient être améliorées à l'avenir;
- le rôle des entreprises et des entrepreneurs, les possibilités de renforcement de la collaboration et des synergies au niveau des chaînes de valeur;
- les probables impacts de réformes sectorielles visant à permettre l'accès, notamment des plus démunis, aux services essentiels;
- les possibilités de libéralisation commerciale susceptibles de générer, notamment au niveau des PME, des retombées en termes d'emploi et d'accès aux marchés étrangers;
- les coûts d'ajustement à court terme et la façon d'y faire face;
- l'impact de la libération des investissements nationaux et étrangers.

Figure 1: Le processus de l'ENEV



### C. Les secteurs verts dans l'économie nationale

Il n'y a pas de définition internationalement reconnue des secteurs et des produits verts. Cependant, il est communément admis que les biens et services environnementaux tombent généralement dans l'une ou l'autre des catégories suivantes:

1. Les biens et les services directement utilisés pour assurer la conservation de l'environnement comme le traitement des eaux usées ou des déchets solides ou encore le contrôle de la pollution atmosphérique. Les biens et services associés à cette catégorie englobent une large variété de produits industriels tels que des valves, des pompes ou des compresseurs qui peuvent être spécifiquement employés à des fins de conservation de l'environnement.
2. Les biens et les services dont la production, la consommation et/ou le traitement par le système de gestion des déchets ont un impact environnemental négatif réduit ou positif en comparaison de ceux d'un bien conventionnel

De manière générale, il peut parfois s'avérer plus pratique d'identifier un produit vert en étudiant le

utilisé aux mêmes fins. Cette seconde catégorie inclut les biens utilisés à d'autres fins que celles directement liées à la conservation de l'environnement. Elle intègre par exemple le papier fabriqué sans chlore, les équipements liés à la production d'énergies renouvelables ou permettant des économies d'énergie, les emballages en fibres végétales et tout un ensemble de produits associés à l'agriculture biologique et à la pêche durable. De tels biens sont souvent qualifiés de préférables au point de vue environnemental.

Il est important de relever qu'en se basant sur la logique utilisée pour identifier la seconde catégorie de biens, tout produit peut avoir une variante verte. En effet, dans ce cas de figure, les biens verts sont tous ceux qui ont un impact environnemental moins négatif que leurs équivalents conventionnels. La variante verte d'un bien conventionnel pourra par exemple être produite à partir de composants recyclés et/ou en utilisant des énergies renouvelables.

marché plutôt qu'en utilisant l'approche décrite précédemment. En effet, ce sont les consommateurs qui in fine achèteront ces biens et



services et leur perception de ce qu'est un produit vert doit donc être prise en compte par les fournisseurs cherchant à satisfaire la demande.

Pour beaucoup de consommateurs les biens verts sont ceux produits à partir de composants naturels ou cultivés dans des conditions naturelles sans intrants artificiels. De tels produits se retrouvent typiquement dans des secteurs tels que l'alimentation, les cosmétiques ou la pharmacie.

Dans d'autres cas, ce sont les biens ayant un impact négatif réduit sur la santé qui peuvent être

perçus comme verts par les consommateurs. Ces biens incluent notamment les produits alimentaires sans colorants ni conservateurs.

Enfin, les biens produits par des communautés rurales pauvres à travers des mécanismes de commerce équitable peuvent être perçus comme verts. Ceci peut s'expliquer par le fait que les revenus tirés de leur vente améliorent les conditions de subsistance de communautés vulnérables et leur offrent ainsi la possibilité de mieux conserver leur environnement.

## II. PRODUITS VERTS À MADAGASCAR, CADRE STRATÉGIQUE ET CONTEXTE ÉCONOMIQUE

### A. Politique nationale de protection de l'environnement

En raison de la richesse et du caractère unique de sa biodiversité, mais aussi de l'ampleur des menaces pesant sur cette dernière, Madagascar figure parmi les 35 "hotspots" de biodiversité recensés à l'échelle mondiale<sup>2</sup> (CEPF). La protection de l'environnement et l'utilisation durable de ses ressources constituent donc un enjeu crucial pour le développement du pays.

Selon les données disponibles, Madagascar abrite un large nombre des espèces animales et végétales mondiales parmi lesquelles près de 10'000 espèces de plantes et 1'000 espèces de vertébrés qui lui sont endémiques<sup>3</sup> (Carret et al). On estime également que grâce aux ressources tirées d'activités telles que la pêche, le tourisme ou l'agriculture, le capital naturel de l'île (hors ressources minières) représente plus de la moitié de sa richesse (Banque Mondiale)<sup>4</sup>. Cependant, la pérennité de cette ressource est menacée par la déforestation, la surexploitation des espèces sauvages, ou encore le développement de l'industrie minière.

Pour faire face à ces pressions anthropiques, les fondements de la politique nationale de protection de l'environnement ont été renouvelés en 2015

avec la loi n°2015-003 portant Charte de l'Environnement Malagasy actualisée et le décret n°2015-1308 fixant la Politique Nationale de l'Environnement pour le Développement Durable.

### La Charte de l'Environnement Malagasy (CEM)

La Charte de l'environnement Malagasy (CEM) actualisée vient remplacer un précédent texte datant de 1990. Elle énonce les règles et les principes fondamentaux pour la gestion de l'environnement et fixe les orientations stratégiques de la politique environnementale du pays.

La CEM vise notamment à traduire de manière concrète les principes énoncés dans la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. Elle pose ainsi la définition nationale de l'économie verte qui sera reprise dans le cadre du présent ENEV: "**Economie responsable qui entraîne le bien-être humain et l'équité sociale en satisfaisant les besoins fondamentaux de toutes les générations, en faisant valoir la culture locale, le savoir-faire local, la dignité humaine, en réduisant d'une manière significative les risques environnementaux et la pénurie des ressources, en respectant les orientations du plan et schéma de développement global et local.**" Elle stipule également que la stratégie de mise en œuvre des actions dites environnementales repose sur trois composantes principales que sont: le développement économique, la gestion durable de l'environnement et la bonne gouvernance environnementale.

Parmi les points de la charte particulièrement pertinents pour l'ENEV, on peut citer:

- la reconnaissance de l'environnement comme une composante clé du patrimoine de la nation et base de la génération durable de bien-être économique et social (article 3);
- l'affirmation de l'économie verte comme un outil de réconciliation de la population avec son environnement (article 3);
- la favorisation des modes de production et de consommation respectueux de l'environnement (art 18);
- l'objectif de développement de projets multisectoriels pour la protection environnementale des terroirs de grande sensibilité environnementale (art 18);
- la lutte contre la conversion des forêts en terrains agricoles (art 19);

### **La Politique nationale de l'environnement pour le développement durable (PNEDD)**

Adoptée en application de la CEM, qu'elle contribue à opérationnaliser, la Politique nationale de l'environnement pour le développement durable (PNEDD) a été fixée par le décret n°2015-1308 du 22 septembre 2015. "*La PNEDD s'inscrit dans la perspective de la réalisation par Madagascar des Objectifs du Développement Durable (ODD)*". Elle a également vocation à être déclinée en plans et programmes environnementaux pour le développement durable.

Parmi les objectifs de la PNEDD dont la prise en compte s'avère particulièrement pertinente dans le contexte de l'ENEV, on peut citer:

- le maintien de Madagascar parmi les "Hot spots" en biodiversité;
- la gestion durable des ressources naturelles;
- l'accroissement de la contribution des biens et services environnementaux à l'économie nationale.

Au niveau de ses axes stratégiques et de ses principes directeurs, on peut également relever que la PNEDD:

- prône une approche globale et multisectorielle en vertu de laquelle la prise en compte de l'environnement implique l'ensemble des secteurs d'activité au niveau du pays;

- la valorisation et la gestion de proximité des ressources naturelles (art 19);
- le développement d'instruments de financement durable pour les actions en faveur de l'environnement (art 19);
- la capitalisation des expériences réussies en matière de gestion de l'environnement (art 20);
- la responsabilisation des différentes parties prenantes dans la gestion de l'environnement (art 20);
- le développement des mesures incitatives dans la gestion de l'environnement (art 20);
- l'internalisation de la dimension environnementale dans les politiques sectorielles (art 20).
- l'internalisation de la dimension environnementale dans les politiques sectorielles (art 20).

- encourage le développement et la valorisation des technologies propres ainsi que des bonnes pratiques environnementales;
- adopte le principe d'un partage équitable des bénéfices en vue de conscientiser les populations locales sur l'importance de l'environnement et sur la contribution d'un développement durable à l'amélioration de la qualité de leur vie.

### **B. Politique nationale de développement durable**

#### **La Politique économique et sociale pour la période 2014-2017**

La politique économique et sociale (PES) pour la période 2014-2017 fixe les objectifs et les grandes orientations du pays. Elle vise notamment à promouvoir une croissance forte, durable et inclusive afin de réduire le déséquilibre régional et la pauvreté. Elle identifie également le développement rural, le tourisme, l'environnement et les forêts, l'élevage et la pêche comme des domaines prioritaires pour la relance de l'activité économique.

La PES pose par ailleurs diverses orientations en matière de développement rural telles que la sécurisation foncière, la promotion des investissements privés, le renforcement du système de collecte et de distribution et l'articulation entre l'agriculture et l'industrie. Ce

dernier point revêt une importance particulière dans le cadre de l'ENEV dans la mesure où l'intégration entre l'amont agricole et l'aval industriel contribue à l'accroissement de la valeur ajoutée. La PES met également en avant la question du genre et note le rôle potentiel des femmes dans l'accroissement de la productivité agricole.

Concernant la prévention de la déforestation, la PES énonce une série d'orientations stratégiques pertinentes dans l'optique d'actions de valorisation des produits forestiers non ligneux. Ces orientations incluent notamment:

- la poursuite des actions de sensibilisation et d'incitation à l'intention des communautés locales de base et leur participation dans la gestion des ressources naturelles;
- l'augmentation des aires protégées et des sites de conservation.

La PES contient également diverses dispositions liées au redressement du secteur privé et à la promotion des exportations. A cet égard, on peut mentionner: l'amélioration de l'accès aux sources de financement, la stimulation des investissements et de la production, le renforcement du respect des normes de qualité et de la certification ou encore la mise en œuvre d'actions de promotion des exportations.

Enfin on peut relever que la PES prévoit la réorganisation de filières qui seront au centre des discussions du premier atelier de l'ENEV comme la filière agro-alimentaire, celle des fruits et légumes ou encore celle de la vanille.

### **Le Plan national de développement (PND) 2015-2019**

S'inscrivant dans la perspective offerte par les Objectifs de Développement Durable et conçu en cohérence avec la déclaration de Politique Générale de l'Etat de mai 2014, le Plan National de Développement fixe les orientations en vue d'un développement inclusif et durable. Il souligne également que les ressources naturelles constituent plus de 80% de la valeur totale des richesses tangibles par habitant du pays.

Dans le but de tirer à la hausse la croissance économique de Madagascar, le PND identifie un

ensemble de secteurs moteurs stratégiques devant *présenter des avantages comparatifs à effets cohésifs au plan social grâce à la répartition de revenus juste et équitable qu'ils génèrent*. Ces lignes directrices fournissent des indications sur les priorités devant guider la sélection des secteurs prioritaires qui seront sélectionnés dans le cadre du premier atelier national de l'ENEV.

Par ailleurs, on peut relever que l'agriculture extensive et les entreprises en zone franches, qui comptent parmi les secteurs stratégiques listés dans le PND, sont potentiellement liées à une grande partie des filières qui seront examinées dans le cadre du premier atelier national de l'ENEV (voir section III).

On peut également noter que dans son Axe 3: "Croissance inclusive et ancrage territorial du développement", le PND prévoit de mettre l'accent sur le renforcement des secteurs porteurs à forte valeur ajoutée et intensifs en emploi décents et pérennes.

Finalement, l'Axe 5: "Valorisation du Capital naturel et renforcement de la résilience aux risques de catastrophes" met en avant l'importance de la préservation et de la valorisation du capital naturel en tant qu'enjeux de développement pour Madagascar. Il définit à cette fin deux objectifs stratégiques clés:

- assurer l'articulation ressources naturelles et développement économique;
- protéger, conserver et utiliser durablement le capital naturel et les écosystèmes.

### **La Lettre de Politique sectorielle Agriculture, Elevage, Pêche (LPAEP, PSAEP)**

Avec une majorité de la population vivant en milieu rural et un secteur Agricole englobant 86% des emplois dans le pays, le Gouvernement de Madagascar s'est doté d'un document de politique visant à tracer les grandes lignes de développement du secteur Agricole mais aussi, à fédérer toutes les parties prenantes dans une vision commune afin de garantir une meilleure synergie des actions.

Au mois d'Avril 2015, la LPAEP a été adoptée par le Gouvernement Malagasy pour une durée de dix

ans. Elle a pour vision « Madagascar en 2025, s'appuie sur une production Agricole compétitive et durable, intégrant des exploitations familiales et des unités de transformation modernisées pour assurer la sécurité alimentaire et conquérir les marchés d'exportation». A ce titre, le gouvernement a décliné la LPAEP en Programme Sectoriel AEP (PSAEP), aligné au Plan Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA). Ainsi, le PSAEP est le cadre de référence des actions pour toutes les parties prenantes dans le secteur.

Parmi les défis du secteur figurent la réduction de la pauvreté, la prise en compte des aspects «environnement et changement climatique», la «gestion durable des ressources» et la prise en

### C. Contexte économique et commerce international à Madagascar

#### Contexte économique et aperçu de la structure des exportations

##### Contexte économique

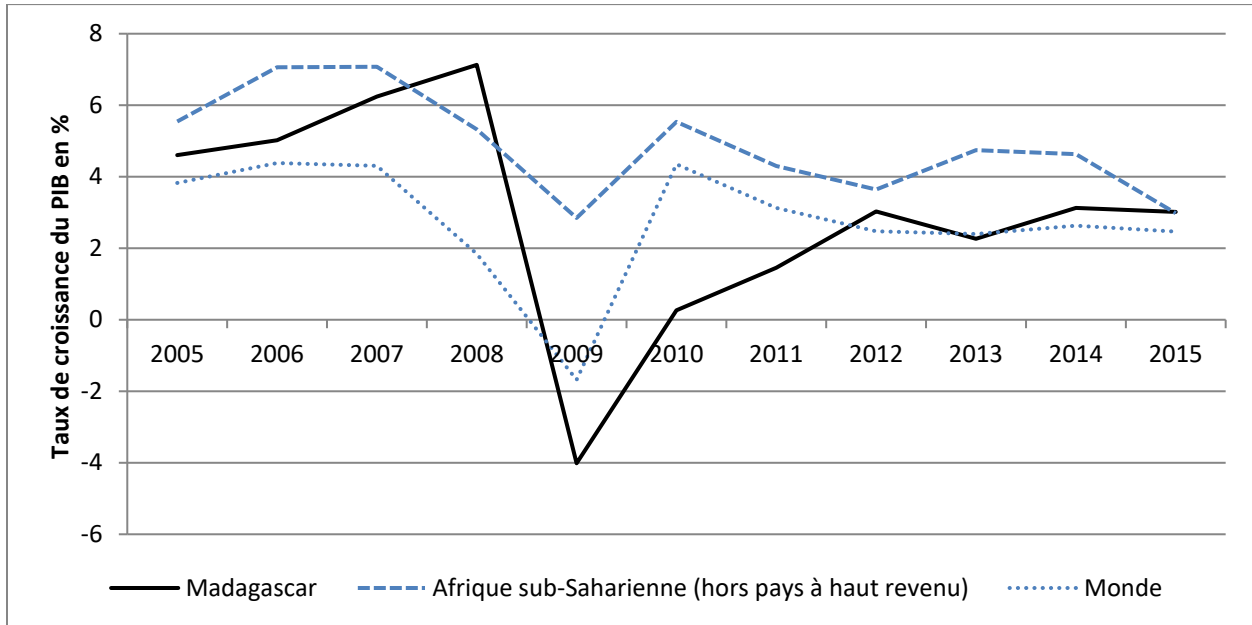
En raison de la crise interne de la fin des années 2000 et dans un contexte mondial défavorable, la croissance du PIB malgache qui avait dépassé 7% en 2008 a fortement chuté entre 2009 et 2011 (voir graphique ci-après). Suite au retour à la stabilité

compte des problématiques de «genre» dans les actions de développement.

Cinq programmes constituent le PSAEP dont le P1 : *Exploitation rationnelle et durable des espaces de production et d'exploitation des ressources* qui promeut entre autres la diffusion de l'agriculture de conservation par l'agro écologie et la préservation des ressources disponibles. Le Programme 4 : *Amélioration de l'accès aux marchés nationaux et repositionnement de l'exportation* mérite également mention dans la mesure où il vise à améliorer l'accès au marché, à développer les filières porteuses, à mettre en place un environnement favorable et incitatif pour le secteur privé et à développer un système de contractualisation gagnant-gagnant entre le privé et les exploitants familiaux.

entamé avec les élections 2013, le pays est revenu à un niveau de croissance supérieur à la moyenne mondiale. Par ailleurs, les prévisions disponibles (DAI 2016<sup>5</sup>) semblent indiquer une accentuation du phénomène de reprise économique à partir de 2016. Cette tendance devrait permettre à Madagascar de rattraper voire de dépasser le rythme de croissance des pays de l'Afrique subsaharienne.

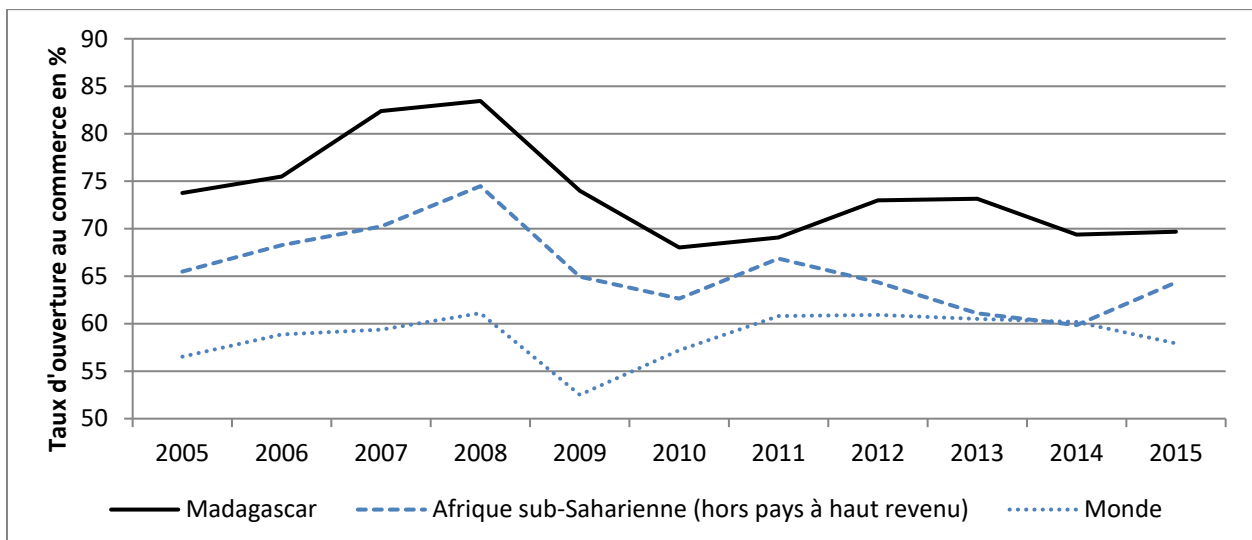
Figure 2: Evolution de la croissance du PIB Malgache (données de la Banque Mondiale)



Les principaux secteurs d'activité économique à Madagascar sont : l'agriculture, les industries extractives (mines), l'agro-industrie et le tourisme. On peut également relever que les zones franches destinées à la production de biens d'exportation constituent d'importants relais de croissance (BAD, 2014).

Par ailleurs, comme le montre le graphique suivant, l'économie malgache se caractérise par un niveau élevé d'ouverture au commerce avec un ratio commerce extérieur<sup>6</sup> / PIB de 70% en 2015, contre moins de 65% en moyenne pour les pays d'Afrique sub-Saharienne et 58% pour la moyenne mondiale.

Figure 3: Evolution du taux d'ouverture au commerce de Madagascar (2005-2015)



L'importance du commerce dans l'économie nationale se manifeste également au travers de l'élaboration d'une Stratégie nationale d'Exportation pour l'Industrie et les Services

(SEMIS) qui vise à contribuer à un développement durable et inclusif du pays.

### Aperçu de la structure des exportations

Sur la période 2009-2014, les produits miniers (nickel, cobalt), les épices telles que la vanille, le girofle, le textile, les produits halieutiques (poissons et crustacés) et les légumes constituent les principaux exports de marchandise de Madagascar.

Les deux principales destinations d'export du pays sont la France et les Etats Unis qui représentent en 2015 plus de 30% des exportations malgaches. Viennent ensuite les Pays bas, la Chine et l'Allemagne.

Comme le montre le tableau suivant, la période 2010-2015 a été marquée par une profonde modification de la distribution des exportations malgaches. Les principales conséquences de ce mouvement sont une forte baisse du poids relatif de la France, accompagnée d'une importante croissance des exportations à destination de pays asiatiques. A titre d'illustration, les exportations de Madagascar à destination de pays tels que la Chine, l'Inde ou la Corée du Sud ont enregistré une progression moyenne supérieure à 25% sur la période considérée.

**Tableau 1: Classement des destinations d'exportation de Madagascar en 2015 et évolution de la part des exportations de chaque partenaire commercial entre 2000 et 2015**

	Part des exportations malgaches				Croissance moyenne des exportations (2000-2015)
	2000	2005	2010	2015	
1. France	40.72%	35.83%	37.23%	19.91%	4%
2. USA	17.20%	24.40%	4.47%	11.06%	-4%
3. Pays-Bas	1.61%	1.76%	1.84%	6.89%	19%
4. Chine	0.72%	4.50%	5.67%	6.74%	27%
5. Allemagne	5.71%	6.78%	8.24%	5.93%	9%
6. Inde	0.11%	1.62%	2.15%	5.56%	35%
7. Japon	3.23%	2.18%	0.55%	5.41%	7%
8. Corée du Sud	0.02%	0.05%	0.03%	5.38%	46%
9. Belgique	1.49%	1.23%	1.67%	4.44%	17%
10. Afrique du sud	0.31%	0.29%	1.72%	4.07%	32%

Il ressort également du tableau ci-dessus que les exportations à destination de pays africains comme l'Afrique du Sud (+32% en moyenne) et du Kenya (+27% en moyenne) ont enregistré une forte progression.

### Éléments clés de la Stratégie d'exportation de Madagascar pour l'Industrie et les Services

Comme évoqué précédemment, les autorités nationales se sont engagées dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une Stratégie d'exportation de Madagascar pour l'Industrie et les Services (SEMIS) qui fournira un cadre de référence pour la préparation et la conduite de l'ENEV. Dans sa version du 31/01/2016, la SEMIS se fixe notamment pour objectif:

- la diversification des produits et des destinations d'export;
- la création de valeur ajoutée et la promotion d'une image forte de la production malgache;

- la promotion de chaînes de valeurs inclusives et performantes animées par des champions locaux.

Par ailleurs, la SEMIS réaffirme que l'intégration au marché africain, l'ouverture vers les espaces à forte croissance en Asie et la préservation des volumes d'échange avec les partenaires commerciaux traditionnels tels que les pays de l'UE, L'Ile Maurice et les USA constituent des éléments clés pour le développement des exportations malgaches.

### Principales contraintes en matière d'exportation

Madagascar figure au 164<sup>ème</sup> rang du classement "doing business" 2016 qui compare l'environnement des affaires dans 189 pays. Si on se focalise sur la rubrique commerce transfrontalier de ce classement, Madagascar grimpe de près de 39 places pour s'établir au 125 rang mondial (17<sup>ème</sup> rang des pays d'Afrique sub-

Saharienne). Cette différence importante entre la qualité globale de l'environnement des affaires et les conditions de réalisation des opérations d'import-export s'explique en partie par des procédures moins chronophages que celles de la moyenne des pays d'Afrique sub-Saharienne.

Le document de l'Etude de préféabilité pour la mise en place d'un dispositif de promotion des exportations à Madagascar fournit un résumé détaillé des contraintes rencontrées par les exportateurs malgaches et confirme certaines difficultés pointées aussi bien par le classement "doing business" que par celui du Forum Economique Mondial sur la compétitivité. Les principales contraintes identifiées incluent: le manque de fiabilité et de qualité des approvisionnements en matière première, le manque de standardisation des produits exportés, la qualité et la disponibilité des infrastructures, les difficultés d'accès au crédit, les limitations des services d'appui et d'information, les coûts et les délais dans l'acheminement des marchandises notamment par voie portuaire (AFD 2016).

Ces contraintes devront être prises en compte lors des discussions du premier atelier national de l'ENEV.

### III APERÇU DES POTENTIELS SECTEURS D'EXPORT VERTS

Les premiers résultats de l'analyse des données commerciales malgaches réalisée dans le cadre des travaux préparatoires de l'ENEV ont mis en avant une large gamme de secteurs disposant d'un potentiel avéré en vue de la promotion de l'export vert.

L'ENEV s'appuie sur la mesure de l'avantage comparatif révélé (ACR) pour déterminer le niveau de compétitivité des produits d'exportation. Dans le cadre de la présente étude, l'ACR de l'ensemble des exportations malgaches a été calculé à partir

des revenus d'exportation répertoriés par UN Comtrade. Les chiffres présentés dans les pages suivantes peuvent différer de ceux obtenus au moyen d'autres sources mais offrent cependant des indications fiables sur la structure et les évolutions du commerce extérieur de la Grande Ile.

Le tableau ci-dessous répertorie les principales productions exportées par Madagascar présentant à la fois une dimension verte et un ACR élevé<sup>7</sup>. Parmi ces potentielles filières vertes on retrouve les épices, les fruits, les légumineuses, les huiles essentielles, les produits de la mer, les textiles en coton, le cacao et le café.

**Tableau 2: Principaux produits à fort potentiel en matière d'export vert identifiées par l'étude de base**

Code CTCI	Produit	ACR (2014)	Total des Exportations (2014) en milliers \$US	Taux de croissance annuel moyen sur la période (2009-2014)		
				ACR	Exportations malgaches	Exportations mondiales
0752	<b>Epices (à l'exception des poivres et piments)</b>	<b>399</b>	<b>236'334</b>	<b>5%</b>	<b>24%</b>	<b>9%</b>
0582	Fruits conservés provisoirement	336	13'178	-17%	-5%	6%
5513	<b>Huiles essentielles</b>	<b>69</b>	<b>37'766</b>	<b>-11%</b>	<b>8%</b>	<b>12%</b>
8461	Accessoires du vêtement autres qu'en bonneterie	59	75'847	-1%	18%	9%
0542	<b>Légumes à cosse secs écosés</b>	<b>34</b>	<b>37'945</b>	<b>24%</b>	<b>43%</b>	<b>6%</b>
0361	Crustacés congelés	30	82'218	-16%	1%	11%
0371	Préparations ou conserves de poisson	25	49'203	-4%	13%	9%
8453	Chandails, pull-overs, cardigans, gilets, etc	23	139'591	-12%	1%	6%
0721	<b>Cacao en fèves ou brisures de fèves, brut ou torréfié</b>	<b>22</b>	<b>20'001</b>	<b>-1%</b>	<b>5%</b>	<b>-2%</b>
6524	Tissus, contenant au moins 85 p. 100 en poids de coton	12	11'717	29%	48%	6%
0567	<b>Préparations ou conserves de légumes</b>	<b>8</b>	<b>18'946</b>	<b>0%</b>	<b>14%</b>	<b>5%</b>
2631	Coton (à l'exclusion des linters), non cardé ni peigné	7	12'057	207%	174%	10%
0711	<b>Café, non torréfié, même décaféiné; coques et pellicules de café</b>	<b>6</b>	<b>15'620</b>	<b>17%</b>	<b>33%</b>	<b>5%</b>

*(Les filières en gras sont celles qui seront considérées dans le cadre du premier atelier de l'ENEV)*

Il est admis qu'un ACR supérieur à 1 indique qu'une production est compétitive à l'export. Au

vu de la valeur des ACR répertoriés dans le tableau 2, on peut constater que Madagascar

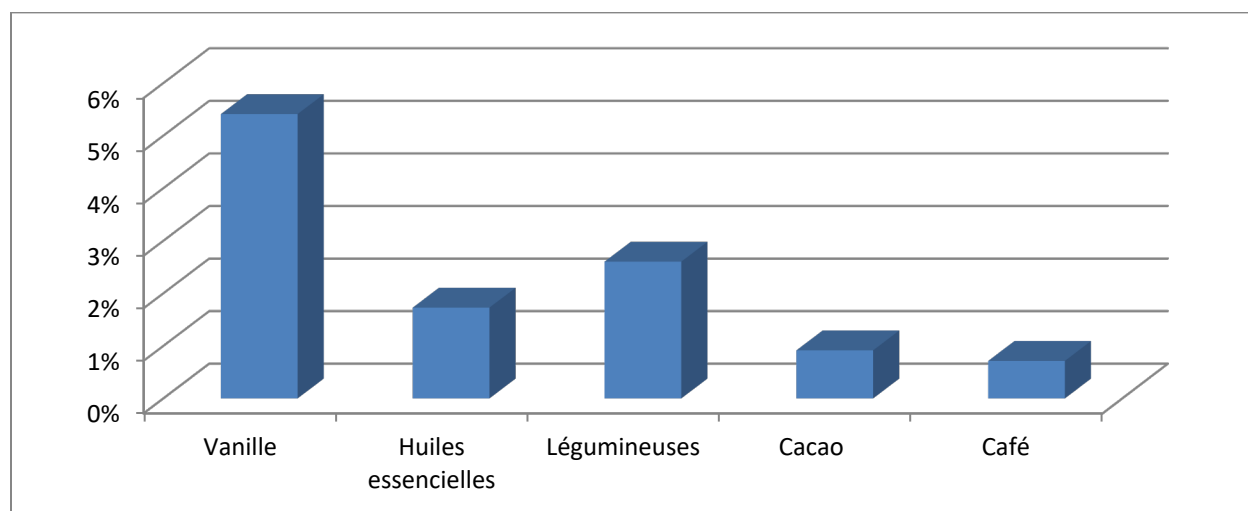


dispose d'un avantage comparatif très élevé pour des produits comme les épices (principalement vanille et girofle) et dans une moindre mesure pour les huiles essentielles, les légumes et le cacao.

La figure 5 (voir page suivante) permet de situer ces potentiels secteurs d'export vert parmi les autres secteurs d'activité de l'île, en fonction de leur ACR et des revenus d'exportation générés en 2014.

Suite à une concertation avec le Ministère du Commerce et de la Consommation, les filières de la vanille, du cacao, des huiles essentielles, du café et des légumes ont été présélectionnées en vue de la préparation du premier atelier national de l'ENEV. Cette sélection s'est effectuée sur la base de critères tels que la compétitivité et la compatibilité avec les grandes orientations nationales en matière de développement durable.

**Figure 4: Part du total des revenus d'exportation de marchandises générés en 2014 par les filières envisagées lors du premier atelier national de l'ENEV**

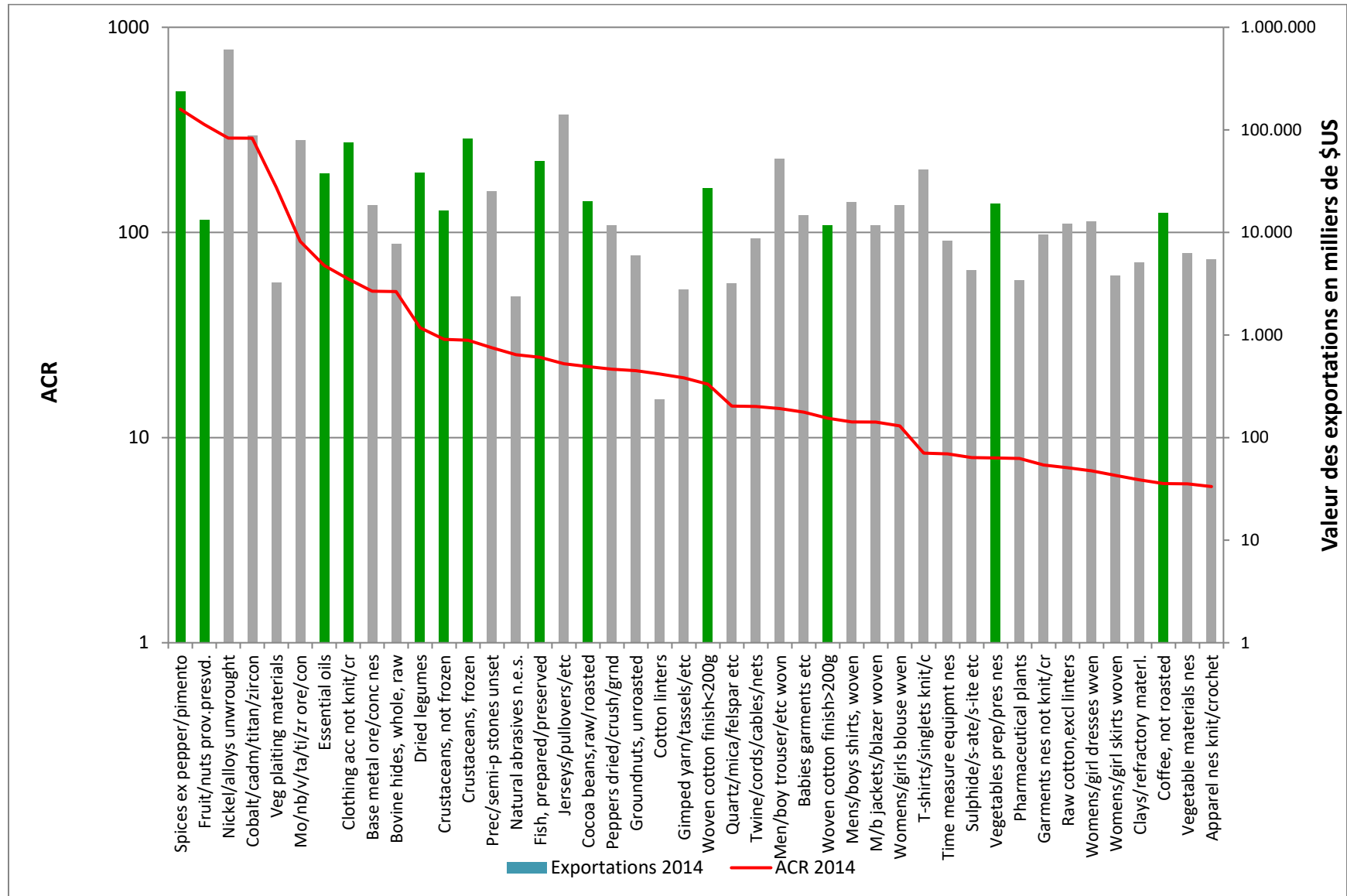


Comme on peut le voir sur la figure ci-dessus, les cinq secteurs retenus sont dotés d'un poids économique variable si l'on considère leur part dans le total des revenus d'exportation de marchandises de Madagascar. Les productions considérées incluent ainsi des filières d'exportation majeures comme la vanille qui à elle seule génère plus de 5% des revenus d'exportation de marchandises de la Grande Ile. Elles englobent aussi, des productions comme le cacao ou le café qui représentent moins de 1% des recettes d'exportation du pays. Cependant,

malgré ces disparités, l'ensemble des productions choisies présentent un réel potentiel en vue de l'émergence de filières d'export vert et sont toutes confrontées à des défis qui leur sont propres.

Les pages suivantes seront consacrées à une brève analyse de chacun des 5 secteurs retenus au travers d'éléments tels que leurs perspectives en matière d'export, les opportunités de création de valeur ajoutée qu'ils représentent ou encore leur impact environnemental et social.

Figure 5: Aperçu des potentiels secteurs vert compétitifs de l'économie malgache



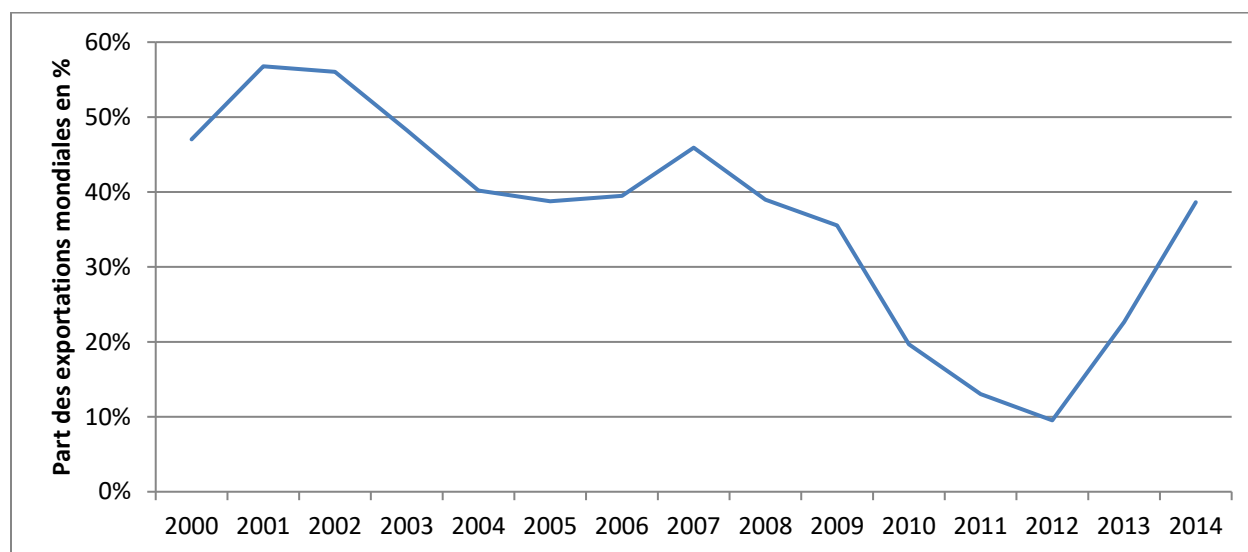
### A. Le secteur de la vanille

Introduite à Madagascar à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, la vanille constitue l'un des principaux produits d'exportation de l'île avec plus de 118 millions de dollars de revenus d'export générés en 2014, soit 39% de la valeur des exportations mondiales pour cette denrée.

Premier exportateur mondial, Madagascar figure également, selon les estimations disponibles<sup>8</sup>, parmi les principaux producteurs mondiaux de

vanille avec des volumes de production annuels de l'ordre de 3000 tonnes sur la période 2009-2013 et une part des exportations mondiales régulièrement supérieure à 40% (voir graphique ci-dessous). La Grande Ile ne serait devancée au classement mondial des producteurs que par l'Indonésie, dont la production annuelle aurait atteint jusqu'à 3500 tonnes sur cette période. Parmi les autres principaux pays producteurs de vanille, on peut également citer la Chine dont la production oscille aux alentours de 1300 tonnes.

Figure 6: part de marché de Madagascar sur le mondial de la vanille (SITC code 07521)



La vanille représente une source de revenu importante pour le monde rural à Madagascar. Selon une étude du Ministère de l'Agriculture (MAEP 2004), la chaîne de valeur de la vanille s'organise autour des planteurs, des préparateurs (opérations d'échaudage, d'étuvage et de séchage), des conditionneurs stockeurs (triage et mise en boîte) et des exportateurs (tri final et exportation). L'étude souligne également le rôle prépondérant joué par les femmes dans la fécondation artificielle des fleurs et indique que la vanille malgache peut être considérée comme un produit bio. Ce dernier constat laisse supposer que la culture de la vanille génère un impact environnemental réduit et que la filière possède un important potentiel en matière de certification biologique. Par ailleurs, d'après CBI, les opérations de production et de traitement de la

vanille représentent respectivement 15% et 10% du prix payé final. Le reste du prix de la vanille étant imputable aux coûts de transport (5%), d'importation, aux opérations de transformation finale (20%) et à celles de distribution (50%). (CBI 2015 a).

Outre la vanille non transformée, Madagascar exporte de l'extrait de vanille. Le pays aurait ainsi exporté pour 3,7 millions d'euros de ce produit dans l'UE en 2014, même si certaines interrogations se posent sur l'exactitude des données reportées (CBI 2015 b).

On peut également noter que la vanille de Madagascar est exportée sous le label vanille Bourbon qui permet à la vanille de Madagascar, des Comores, des Seychelles et de la Réunion de se différencier sur le marché

mondial. En plus de ce label, Madagascar exporte également de la vanille certifiée sous labels biologique et/ou commerce équitable.

En raison de l'étroitesse du marché de la vanille, de la multiplicité des usages de ce produit (alimentation, cosmétique, etc.), le prix de la vanille a connu une hausse importante depuis le début des années 2000. Paradoxalement, cette hausse a pu être regardée comme une menace pour la filière en raison de l'accroissement des risques de vol, de pratiques de récoltes avant maturité et de

l'essor d'une concurrence internationale qui pourrait à moyen terme menacer la position de Madagascar.

Enfin, si la filière vanille a bénéficié de plusieurs projets de soutien comme le Projet de Relance des Cultures d'Exportation (PRCE) financé par l'Union Européenne, les problématiques de gestion de la qualité et d'organisation de la filière semblent toujours présenter une importance majeure.

#### **Propositions de questions de discussion pour le premier Atelier National de l'ENEV**

- Quel est l'impact environnemental de la production et de la transformation de la vanille?
- Quelle est la capacité de Madagascar en matière de production d'extraits de vanille?
- Quel est le potentiel pour le développement de la production sous label biologique et/ou "fair trade"?
- Quels sont les défis existant quant à l'organisation de la filière (élaboration et/ou mise en œuvre d'une stratégie nationale, renforcement des capacités des acteurs, etc.) ?
- Quels sont les principaux projets récents de soutien à la filière vanille?

### **B. Le secteur du cacao**

Dans un contexte mondial marqué par une hausse de la demande mondiale plus rapide que celle de la production et un risque de pénurie de cacao à l'horizon 2030 (CIRAD 2014), le secteur du cacao offre de réelles perspectives de développement.

En 2014, l'exportation des fèves de cacao, principal produit de la filière cacao à Madagascar, a généré plus de 11 millions de \$US de recettes d'exportation, plaçant le pays parmi les 20 premiers exportateurs mondiaux pour cette denrée, avec une production estimée à environ 1% du total mondial.

A titre de comparaison, les recettes d'export générées par le cacao malgache ne représentent que 12,5% de celles enregistrées par le Pérou et 0,66% de celles de la Côte d'Ivoire. Cette importance réduite des revenus générés et des surfaces dédiées au cacao sur la Grande Ile, explique que l'importance socioéconomique de la filière y soit considérée comme faible (MCC 2016 a et b), et ce, malgré son placement haut de gamme et sa compétitivité élevée (ACR supérieur à 20).

Le tableau suivant présente, pour la période 2010-2014, les revenus d'exportation et l'ACR des principaux produits à base de cacao exportés par Madagascar.

**Tableau 3: Revenus d'exportation ACR (2010-2014) des 3 principales production de la filière cacao malgache**

Année	Cacao en fèves ou brisures de fèves, brut ou torréfié		Pâte de cacao, même dégraissée		Autres préparations alimentaires contenant du cacao	
	Recettes d'exportation en milliers de \$US	ACR	Recettes d'exportation en milliers de \$US	ACR	Recettes d'exportation en milliers de \$US	ACR
2014	<b>11'076</b>	<b>21.03</b>	<b>925</b>	<b>5.67</b>	210	0.51
2013	<b>12'795</b>	<b>19.75</b>	<b>598</b>	<b>2.99</b>	231	0.47
2012	<b>8'792</b>	<b>12.59</b>	<b>335</b>	<b>1.98</b>	479	0.88
2011	<b>13'178</b>	<b>20.18</b>	-	0.00	520	0.70
2010	<b>20'001</b>	<b>22.18</b>	39	0.10	<b>1'255</b>	<b>1.11</b>

Comme on peut le voir dans le tableau ci-dessus, en plus des fèves de cacao, Madagascar démontre un certain niveau de compétitivité pour l'exportation de pâte de cacao et de préparations alimentaires contenant du cacao; ce qui dénote des opportunités de générer une valeur ajoutée supplémentaire à partir du cacao produit sur l'île.

Pour ce qui est des destinations d'export, les Pays-Bas sont le principal marché des fèves de cacao malgaches avec 42% des exportations réalisées vers ce pays en 2013. Suivent ensuite les Etats Unis (15%), la France (8%), puis l'Algérie (6%) et l'Allemagne (5%).

En termes de positionnement, Madagascar figure parmi les 23 pays reconnus comme exportateurs de cacao "fine flavour" par l'ICCO, l'organisation internationale du cacao<sup>9</sup>. Cette reconnaissance doit permettre aux opérateurs malgaches d'obtenir des prix supérieurs à la moyenne (CTB 2011). Par ailleurs, une partie du cacao de la Grande Ile est également exportée sous label biologique et/ou dans le cadre de schémas de commerce équitable

qui peuvent permettre de garantir un revenu minimum, ainsi que des primes de développement aux producteurs.

Concernant les options existantes en vue du développement d'une production respectueuse de l'environnement, on peut relever que la culture du cacao peut être pratiquée dans le cadre de systèmes agroforestiers permettant de réduire l'utilisation d'intrants, de contribuer à la préservation de la biodiversité, à la fertilité des sols et à la lutte contre la déforestation (CTB 2011, CIRAD 2014, UNCTAD 2016).

Enfin, on notera que les principaux défis cités concernant le développement de la filière cacao malgache incluent:

- un manque de disponibilité de jeunes plants au niveau des pépinières;
- les dommages causés par les insectes et les maladies, et, un déficit de maîtrise technique de certains opérateurs dans la gestion des opérations de fermentation (MCC 2016 b).

### Propositions de questions de discussion pour le premier Atelier National de l'ENEV

- La filière cacao malgache permet-elle aux producteurs de bénéficier de revenus en rapport avec le positionnement haut de gamme de la production du pays?
- Quel est le niveau de développement des pratiques de culture du cacao sur la base de systèmes agroforestiers?
- Quel est le potentiel d'extension de la superficie de cacao cultivée à Madagascar sur la base de systèmes de production durables?
- Quelle est la capacité de transformation du cacao à Madagascar et existe-t-il des perspectives de croissance pour les exportations de produits du cacao transformés en provenance de l'île?
- Quelles sont les possibilités de développer les certifications "fair trade" et biologiques dans le pays?
- Quels sont les principaux projets récents de soutien à la filière cacao?
- Quels sont les besoins principaux de la filière cacao dans la perspective du développement de l'export vert à Madagascar?

### C. Le secteur des huiles essentielles

A la différence des autres secteurs envisagés dans l'ENEV, celui des huiles essentielles repose sur l'exploitation d'une pluralité d'espèces végétales et est exclusivement axé sur la commercialisation de produits transformés.

Avec près de 38 millions de dollars de revenus d'export en 2014, un ACR de 69 et un marché mondial ayant connu une croissance moyenne de 12% entre 2009 et 2014, le secteur des huiles essentielles constitue le 3<sup>ème</sup> secteur le plus important envisagé dans l'ENEV du point de vue des recettes d'exportation. Par ailleurs, il est directement lié au secteur des épices, auquel appartiennent la vanille et le girofle, et de façon plus large à celui des plantes aromatiques et médicinales; deux secteurs pertinents pour l'ENEV.

Grace à la richesse de sa biodiversité et à son fort taux d'endémisme, Madagascar dispose de réels atouts pour la production et l'exportation d'huiles essentielles. Les principales variétés exportées par le pays sont l'huile de girofle, de niaouli, de ravintsara, de géranium et d'ylang ylang (MCC d). La production nationale est aussi bien destinée au secteur de la cosmétique qu'à celui de la pharmacie. Par ailleurs, on peut relever que les huiles essentielles issues d'espèces endémiques de Madagascar tendent à s'échanger à des prix supérieurs sur les marchés internationaux (Raharinirina 2009).

Au niveau des destinations d'exportation, on note que si la France est toujours le premier marché d'export des huiles essentielles malgaches avec 28% des exportations du pays absorbées en 2014, l'Inde (19%) et l'Indonésie (11%), sont également des débouchés majeurs. Parmi les autres marchés importants pour les huiles essentielles malgaches, on peut aussi mentionner l'Italie, l'Espagne, ou encore la Chine et les Etats Unis. Cette grande diversité des destinations d'export s'accompagne d'importantes variations du chiffre d'affaire enregistré dans certains pays selon les périodes considérées.

D'après une analyse commissionnée par l'USAID (USAID 2006), la chaîne de valeur des huiles essentielles s'organise autour de 5 catégories d'acteurs que sont les producteurs ou cueilleurs, les collecteurs (intermédiaires), les transformateurs qui procèdent aux opérations de distillation, les grossistes/exportateurs et les distributeurs locaux (non directement concernés par l'export).

Si les producteurs sont au moins en partie issus de groupes défavorisés (femmes et/ou jeunes pauvres), on peut relever la présence de sociétés intégrées, disposant de leurs propres plantations et couvrant l'ensemble des activités de la récolte à l'export, en passant par la transformation. Ces dernières sont ainsi positionnées pour jouer le rôle de champions nationaux que la nouvelle Stratégie de promotion des exportations a l'ambition de promouvoir.

Concernant l'importance sociale du secteur des huiles essentielles, on peut relever que ce dernier offre des opportunités de revenu de complément ou de revenu principal à certaines populations rurales (récolteurs ou planteurs). Par ailleurs, il a été souligné que le soutien à la mise en place d'organisations de producteurs ainsi que l'inscription dans des schémas de type commerce équitable et/ou production sous label biologique pouvaient constituer des pistes pour accroître le revenu de ces opérateurs de premier niveau (USAID 2006, Raharinarina 2009).

Pour ce qui est de l'impact environnemental du secteur, on note la coexistence de pratiques de cultures de certaines espèces avec des pratiques

de collecte dans les milieux naturels. La possibilité de mise en culture est importante dans une optique de développement de la production car elle permet une meilleure maîtrise des approvisionnements tout en contribuant à limiter les risques de surexploitation de la ressource (UNCTAD 2016 b). De même, la production d'huiles essentielles biologique à Madagascar atteste de la possibilité d'une exploitation durable.

On doit cependant signaler que la production d'huiles essentielles peut être à l'origine de dégradations des forêts, à travers des coupes de bois visant à fournir le combustible pour des opérations de distillation (USAID 2006).

#### **Propositions de questions de discussion pour le premier Atelier National de l'ENEV**

- La mise en culture est-elle possible et/ou pratiquée pour l'ensemble des espèces utilisées dans la production des huiles essentielles à Madagascar?
- Quelles sont les pratiques actuellement utilisées pour limiter la consommation de bois comme combustible pour la distillation des huiles essentielles?
- Existe-t-il des opportunités inexploitées de commercialisation d'huiles essentielles issues d'espèces endogènes à Madagascar?
- Quelles sont les pratiques actuelles en matière d'organisation et de formation des producteurs?
- Quels sont les exemples de partenariats entre producteurs et transformateurs/exportateurs ayant débouché sur l'amélioration des revenus des producteurs et une utilisation plus durable des ressources végétales?
- Quelles sont les opportunités pour accroître la valeur ajoutée des exportations d'huiles essentielles de Madagascar?
- Quelles sont les initiatives existantes en vue de soutenir le développement de la filière?

#### **D. La filière du café**

La filière du café présente à la fois le plus faible ACR et les revenus d'exportation les moins élevés des 5 filières envisagées dans la présente étude. Cependant, en 2013 et 2014, les exportations de café malgache ont connu un important rebond pour s'établir à plus de 15 millions de dollars; ce qui représente un niveau inédit depuis 15 ans si on excepte l'année 2007.

Les exportations de café de la Grande Ile, sont quasi exclusivement composées de café non torréfié, principalement destiné aux marchés marocain, français, égyptien et dans une moindre mesure au marché belge. Avant 2008, l'Allemagne,

les Etats Unis et l'Espagne figuraient également parmi les principales destinations d'export du café de Madagascar.

Un des éléments marquants au niveau des chiffres d'exportation du café malgache est la très forte variation des recettes enregistrées d'une année sur l'autre et dont l'explication réside, au moins en partie, dans la fluctuation des cours du café qui impactent directement le revenu des producteurs (voir tableau ci-dessous). Les autorités malgaches ont ainsi relevé que la baisse des cours du café avait débouché sur un phénomène de reconversion des surfaces de culture (MCC d).

Tableau 4: Illustration des prix payés aux producteurs de café dans divers pays (US cents/ lb)

	2000	2002	2004	2006	2008	2010	2012	2014
Burundi	37	29	27	63	86	86		
Cuba	189	189	70	71	71	71	71	236
Equateur	66	27	51	92	145	162	184	100
India	64	40	58	96	122	151	162	176
<b>Madagascar</b>	<b>156</b>	<b>73</b>	<b>47</b>					
Papouasie Nouvelle Guinée	49	32	41	71	112	95	99	
Uganda	41	28	36	55	73	87	94	104

Données ICO (prix payés aux producteurs pour variétés de café "Other Milds")

Peu d'études récentes sont disponibles sur la filière du café à Madagascar. Toutefois, on peut noter que l'île possède 61 variétés de café qui lui sont endémiques dont certaines sont naturellement exemptes de caféine. Cette richesse pourrait constituer un avantage dans un marché marqué par une demande croissante pour les cafés de spécialité ("speciality coffee") et les micros lots qui permettent aux producteurs de café haut de gamme d'établir une relation commerciale plus directe avec les torréfacteurs (CBI 2016). Il convient par ailleurs de relever que ce patrimoine variétal de Madagascar, unique par sa diversité, est menacé par la déforestation et la perte des habitats naturels (FOFIFA).

En termes de tendances de marché pertinentes dans l'optique de l'ENEV, on peut également mentionner l'importance grandissante des standards comme UTZ ou "Rainforest Alliance". Néanmoins, avec près de 40% de la production de café mondiale certifiée dans le cadre d'un standard éthique et/ou environnemental en 2012, ces derniers tendent davantage à conditionner l'accès au marché, qu'à générer des revenus additionnels au profit des producteurs (CBI 2016).

Pour ce qui est de l'importance sociale du café et de l'organisation de la chaîne de valeur, on peut souligner la vulnérabilité des producteurs face à la variation des cours. On peut aussi relever l'importance d'un mode d'organisation efficace de la filière afin de garantir un revenu suffisant à l'ensemble de ses acteurs. A titre d'illustration, on peut citer le rôle des coopératives qui peuvent fournir un appui aux producteurs tout en entretenant une relation commerciale directe avec les exportateurs (UNDP 2012).

De même, on peut noter que la combinaison de la culture du café avec celle d'autres espèces a été mise en avant par l'Organisation International du Café comme un moyen de renforcement de la sécurité alimentaire et de création de revenus complémentaires pour les producteurs (ICO 2002).

Enfin, tout comme pour le cacao, la culture du café peut être menée dans le cadre de systèmes agroforestiers caractérisés ici par la présence d'arbres d'ombrage. La mise en place de tels systèmes peut toutefois nécessiter des efforts de recherche (CIRAD b).



### Propositions de questions de discussion pour le premier Atelier National de l'ENEV

- La filière bénéficie-t-elle d'une stratégie de développement? Existe-t-il un accord global entre ses différents acteurs?
- Quelle est l'importance des intermédiaires dans la chaîne de valeur du café? Une meilleure intégration des acteurs pourrait-elle influencer favorablement le revenu des producteurs?
- Quels sont les modes de culture les plus répandus? Y a-t-il des expériences réussies en matière d'agroforesterie?
- Quel est le niveau de développement du système de soutien (organismes de recherche, coopératives) de la filière café?
- Y a-t-il un potentiel inexploité en matière de production et de commercialisation de variétés locales de café (niches de marché)
- Quels sont les opportunités d'extension des relations commerciales de type "Fair trade"?
- Quelles formes de valorisation du café pourraient être développées à Madagascar?
- La production de café à Madagascar génère-t-elle des impacts environnementaux négatifs (ex. pollution des eaux liées au traitement du café par voie humide).
- Y a-t-il un programme en cours visant à soutenir le développement de la filière café?

#### E. La filière des légumineuses

On peut estimer que les exportations de légumineuses et plus particulièrement celles de haricots secs, haricots verts et de pois, génèrent à Madagascar au moins 50 millions de dollars de revenus d'exportation annuels depuis 2013. En outre, les seuls légumes secs à cosse ont été à l'origine de recettes d'exportation supérieures à celles des huiles essentielles et sont caractérisées par un taux de croissance annuelle moyen de 43% entre 2009-2014; ce qui représente la plus forte croissance de l'ensemble des productions considérées dans ce rapport.

Pour ce qui est des destinations d'export des légumineuses malgaches, on peut distinguer deux cas de figure qui illustrent la capacité des exportateurs malgaches à se tourner aussi bien vers les marchés européens qu'asiatiques. Ainsi, les haricots secs, produits phares de la filière, sont principalement exportés vers l'Asie (64% des recettes d'export en 2015) et plus particulièrement

vers l'Inde (28%), la Turquie (19%), le Vietnam et les Emirats Arabes Unis (8%). A l'opposé, le marché français qui ne représentait que 4% des recettes d'exportation de haricots secs malgaches en 2015, a absorbé dans le même temps 85% du total des exportations d'haricots en conserves<sup>10</sup> produits sur la Grande Ile.

Les performances positives de la filière des légumineuses sur les marchés d'export s'accompagnent d'un réel potentiel de croissance tant au niveau des débouchés que de la valorisation de la production (MCE d).

Le tableau suivant présente la valeur des exportations des principaux exportateurs africains et mondiaux de pois secs en 2014. Il illustre le fait que bien que Madagascar soit un des cinq premiers exportateurs africains de pois secs, la valeur de ses exportations reste limitée en comparaison de celle enregistrée par les leaders mondiaux du secteur tels:

**Tableau 4: Principaux exportateurs mondiaux et africains de pois secs en 2014 (code CTCI 05423)**

Pays exportateurs	Exports 2014 en milliers de \$US	Classement mondial (valeur des exportations)
Chine	737'239	1
Etats Unis	403'862	2
Canada	322'921	3
Egypte	247'303	5
Ethiopie	193'362	6
Mozambique	29'622	16
<b>Madagascar</b>	<b>28'998</b>	<b>17</b>
Tanzanie	22'561	24
Uganda	19'541	22

Source UN COMTRADE

Pour ce qui est de la structure chaîne de valeur, on peut relever l'existence de groupes intégrés comme Lecofruit, qui couvrent l'ensemble des opérations de production, de transformation et d'export. On note également que les institutions de recherche (FOFIFA, CTHA) ont été activement associées au développement du secteur (MAE 2004 b). Par ailleurs, la filière des fruits et légumes dans son ensemble a bénéficié de nombreuses

actions de soutien sur les plans technique, organisationnel et commercial (PNUD, FAO, FERT, etc.).

Enfin, outre les opportunités de création de valeur ajoutée liées à la commercialisation de conserves, la filière des légumineuses offre également des potentialités pour les productions sous label biologique et dans une moindre mesure pour celles issues du commerce équitable (CBI 2015 c).

#### **Propositions de questions de discussion pour le premier Atelier National de l'ENEV**

- Quel est l'impact environnemental de la production de légumineuses à Madagascar?
- Quelles sont les possibilités de limitation des pertes de production?
- Outre la production de conserves et la certification biologique, existe-t-il d'autres opportunités de valorisation des légumineuses malgaches?
- Quel est le niveau de développement des organisations de producteurs?
- La filière des légumineuses bénéficie-t-elle d'une stratégie sectorielle?
- Quelles sont les initiatives existantes en vue de soutenir le développement de la filière?

#### **F. Matrice SWOT préliminaire**

La matrice SWOT ci-dessous reprend les principales forces, faiblesses, opportunités et menaces pour le développement de filières d'export vert à Madagascar, telles qu'elles

ressortent de la présente étude de base et plus particulièrement de l'étude des 5 filières qui y sont abordées de façon spécifique.

**Matrice SWOT préliminaire des secteurs d'export considérés**

Forces	Faiblesses
<p>Richesse de la biodiversité malgache</p> <p>Diversité des productions exportées</p> <p>Capacité d'exportation sur les marchés européens, asiatiques et aux USA</p> <p>Capacité en matière de recherche agronomique appliquée (FOFIFA, CIRAD)</p> <p>Système de soutien aux exportations (zones franches)</p>	<p>Questions sur la qualité de la matière première et la fiabilité des approvisionnements</p> <p>Eloignement géographique des grands marchés</p> <p>Vulnérabilité face aux variations des cours des matières premières</p> <p>Absence ou manque de visibilité des politiques sectorielles</p> <p>Niveau des infrastructures</p>
Opportunités	Menaces
<p>Opportunités sur le marché des produits biologique et "fair trade"</p> <p>Développement des relations commerciales avec les pays de la zone d'échange tripartite</p> <p>Existence de compagnies intégrées (Homéopharma, Lecofruit) couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur et disposant de compétences avérées dans la valorisation des productions locales</p> <p>Processus d'élaboration et de mise en œuvre de la stratégie nationale d'exportation</p>	<p>Déforestation</p> <p>Concurrence internationale</p> <p>Insécurité et pratiques de récolte sous-optimales</p>

**G. Examen et sélection des secteurs lors de l'Atelier national**

Les éléments d'analyse contenus dans le présent document ont servi de base de discussion pour le premier Atelier national de l'ENEV de Madagascar organisé à Antananarivo les 3 et 4 Novembre 2016. Rassemblant près de 50 représentants du secteur public, des institutions de recherche, du secteur privé et de la société civile, cet événement avait pour but la sélection par les parties prenantes nationales de deux secteurs prioritaires en vue de leur examen approfondi lors des prochaines étapes de l'ENEV. A l'issue de délibérations collectives portant sur les potentialités, mais aussi les besoins et défis propres à chacun des secteurs envisagés, les secteurs du café et des légumineuses ont été retenus.

Outre la sélection de ces deux filières, les discussions de l'atelier ont mis l'accent sur la nécessité de valoriser, de préserver et d'exploiter de façon durable la biodiversité malgache. Elles ont aussi souligné les besoins existants en matière d'organisation des filières et la nécessité d'assurer un revenu suffisant aux producteurs de premier niveau.

L'atelier a également mis en évidence une réelle volonté de collaboration, notamment interministérielle, afin de soutenir le développement des filières sélectionnées.

L'étude approfondie des filières du café et des légumineuses sera réalisée par des experts nationaux en collaboration avec le MCC, les Ministères de l'Agriculture, de l'Emploi, de l'Environnement, de l'Industrie et avec l'appui technique de la CNUCED. Elle aura pour finalité la formulation, l'adoption et la mise en œuvre de

mesures concrètes permettant le développement de la production durable et de l'export dans les filières cibles tout en maximisant les retombées positives sur le plan social.

## BIBLIOGRAPHIE

- AFD; 2016; Etude de préféabilité pour la mise en place d'un dispositif de promotion des exportations à Madagascar; Juin 2016.
- BAD; 2014; Rapport combiné du document de stratégie pays (DSP) intermédiaire 2014-2016 et de revue de la performance du portefeuille (RPPP); Octobre 2014.
- Banque Mondiale; L'environnement à Madagascar : un atout à préserver, des enjeux à maîtriser; Note de la Banque Mondiale.
- Banque Mondiale; 2013; Madagascar - Rapport sur l'environnement (Country Environmental Analysis - CEA) 2013: Les principaux messages; Avril 2013.
- Banque Mondiale; 2014; Opportunités et défis pour une croissance inclusive et résiliente. Recueil de notes politiques pour Madagascar; Mai 2014.
- CBI; 2015 (a), CBI Product Factsheet: Vanilla in Europe; CBI Market Intelligence.
- CBI; 2015 (b), CBI Product Factsheet: Vanilla Extracts in Europe; CBI Market Intelligence.
- CBI; 2015 (c), CBI Product Factsheet: Fresh Beans, Peas, and other Leguminous Vegetables in Europe in Europe; CBI Market Intelligence.
- CBI; 2016, CBI Trends: Coffee in Europe; CBI Market Intelligence.
- CI; 2005; Biodiversity Hotspots; CI Facts.
- CIRAD; 2014; Production durable de cacao. S'inspirer de l'agroforesterie; Perspective. Intensification écologique; mail 2014. n° 27.
- CIRAD; Caféiculture et systèmes agroforestier. Une réponse aux enjeux du développement durable.
- CTB, Trade for Development; 2011; Le cacao un levier de développement; février 2011; Bruxelles.
- CTHA; Note contextuelle sur la filière horticole.
- Critical Ecosystem Partnership Fund; Profil d'écosystème. Hotspot de Madagascar et des îles de l'océan Indien; Décembre 2014.
- DAI, ETI Consulting; 2016; Identification et formulation du Programme d'Appui au Développement des Exportations et à l'Intégration Régionale (PADEIR). Rapport préliminaire; Lettre de marché numéro: 2016/373659 – Version 1. Juin 2016.
- FAO; 2009; The Market for Organic and Fair-Trade Coffee; Rome; 2009.
- FOFIFA; Endemic Coffees from Madagascar MADAGASCAR Preservation and Eco-valorisation at Kianjavato Research Station.
- Fond Monétaire International; 2015; République de Madagascar, Consultations de 2014 au titre de l'article IV- Rapport du FMI No.15/24; Janvier 2015.
- ICO; 2002; Diversification in Coffee Exporting Countries; EB 3818/02; Report; May 2002.
- MAEP, Ocean Consultant, 2004, Filière Vanille, Filières de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, et Actions du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP a).
- MAEP, Valy Agrideveloppement; 2004; Filière Fruits et Légumes; Filières de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, et Actions du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche; Fiche n°105; Juillet 2004 (MAEP b).
- MCC, ITB, BAD; 2016; Stratégie d'exportation de Madagascar pour l'Industrie et les Services (SEMIS); Janvier 2016.
- MCC (a), Fiche produit: Cacao.
- MCC (b), Fiche produit: Café.
- MCC (c), Fiche produit: Huiles essentielles.
- MCC (d), Fiche produit: Légumes à cosse secs, écosses, même décortiqués ou cassés.
- MCC (e), Fiche produit: Vanille.
- MEP; 2014; Document de synthèse sur la mise en œuvre du plan d'action d'Istanbul à Madagascar; Juillet 2014.
- MEP; 2014; Politique Economique pour la période 2014 - 2017; Juillet 2014.
- MEP; 2015; Plan national de développement; Avril 2015.
-

- MEF, UNEP; 2014 Fifth National Report to the Convention on Biological Diversity - Madagascar; March 2014.
- Razanakoto; Le Cacao de Madagascar; Présentation au RSCE2; Abidjan.
- Disponible sur: <https://www.icco.org/sites/www.roundtablecocoa.org/documents/RSCE2%20-%20Mme%20Razanakoto%20-%20Farmer%20representative%20Madagascar.pdf>.
- République de Madagascar; 2014; Politique Générale de l'Etat. Enoncé du programme de mise en œuvre de la PGE; Mai 2014.
- République de Madagascar; 2015; Politique nationale de l'environnement pour le développement durable; Annexe au décret n°2015-1308 du 22/09/2015 fixant la Politique nationale de l'environnement pour le développement durable.
- République de Madagascar; Politique Générale de l'Etat. Enoncé du programme de mise en œuvre de la PGE; Mai 2014.
- République de Madagascar, Assemblée Nationale; 2015; Loi n°2015-003 portant Charte de l'environnement Malagasy actualisée.
- Système des Nations Unies à Madagascar; Bureau du Coordonnateur Résident; 2014; Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2015-2019; République de Madagascar; Mai 2014.
- UNCTAD 2016; Training Manual on Developing Joint BioTrade and REDD+ Project; UNCTAD/DITC/TED/2015/1; New York and Geneva.
- UNDP; 2012; Development of Inclusive Markets in Agriculture and Trade (DIMAT) Project; December 2012.
- USAID; 2006; Madagascar Aromatic and Medicinal Plant Value Chain Analysis. Combining the Value Chain Approach and Nature, Health, Wealth and Power Frameworks; microREPORT #70; August 2006.
- Vahinala Raharinirina. V. Valorisation économique de la biodiversité par les contrats de bio-prospection et la filière huiles essentielles : le cas de Madagascar. Economies and finances. Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines, 2009.
- Zwaans S., Givaudan; 2015; Givaudan in Madagascar; Presentation at the UNCTAD Investment Policy Review of Madagascar; December 2015.
-

## Notes

---

- <sup>1</sup> Document adopté par l'Assemblée Générale de l'ONU; résolution 66/288: "L'avenir que nous voulons".
  - <sup>2</sup> CEPF; Profil d'écosystème; Hotspot de Madagascar et des îles de l'Océan Indien; Décembre 2014. Conservation Internationale, Biodiversity Hotspots; CI Facts; mise à jour février 2005. [http://www.cnrs.fr/inee/recherche/fichiers/Biodiversite\\_hotspots.pdf](http://www.cnrs.fr/inee/recherche/fichiers/Biodiversite_hotspots.pdf).
  - <sup>3</sup> Carret et al, L'environnement à Madagascar: un atout à préserver, des enjeux à maîtriser, Banque Mondiale.
  - <sup>4</sup> Madagascar; Rapport sur l'environnement (Country Environmental Analysis - CEA) 2013: Les principaux messages; Banque Mondiale; Avril 2013.
  - <sup>5</sup> OECD in DAI et ETI Consulting 2016.
  - <sup>6</sup> Somme de la valeur des importations et des exportations.
  - <sup>7</sup> Un ACR supérieur à 1 indique qu'une production est compétitive à l'export.
  - <sup>8</sup> Source FAO Stats: <http://faostat.fao.org/site/567/DesktopDefault.aspx?PageID=567#ancor> et FAO Stats cité dans CBI 2015.
  - <sup>9</sup> <http://www.icco.org/about-us/icco-news/319-icco-panel-recognizes-23-countries-as-fine-and-flavour-cocoa-exporters.html>.
  - <sup>10</sup> Code CTCI révision 3: 05679; Autres légumes préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, non congelés. Cette catégorie peut contenir d'autres types de légumes.
-